

**Accord relatif aux modalités de perception  
à titre transitoire et de manière dégressive « d'une indemnité de départ en retraite » conclu à la  
demande du Ministère de l'Éducation Nationale**

**Considérant:**

- La situation réaffirmée d'agent public des maîtres sous contrat d'association et, à ce titre, l'obligation pour l'État d'assurer toutes les charges de l'employeur ;
- La création d'un régime public de retraite additionnel à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005, applicable aux maîtres contractuels et agréés prenant leur retraite à partir de la fin de l'année scolaire 2004-2005 ;
- L'article 4 de la loi du 5 janvier 2005 sur le versement à titre transitoire d'une "indemnité de départ en retraite dégressive".

Considérant que les partenaires sociaux se sont réunis les 7 et 28 novembre 2008 à l'invitation de la FNOGEC en vue de négocier un nouvel accord relatif à "l'indemnité de départ à la retraite" consécutivement à l'annulation, par l'arrêt de la cour d'appel de Paris en date du 18 octobre 2007, de la convention du 16 septembre 2005 modifiée par l'avenant du 24 octobre 2005.

Les représentants des établissements et les organisations syndicales représentatives des personnels conviennent du mode de calcul de cette "indemnité de départ à la retraite", du nombre d'années pendant lesquelles elle est versée et du taux annuel dégressif auquel elle est payée.

**Article 1**

Cette indemnité, à la charge du dernier établissement d'exercice, est versée à tous les maîtres et documentalistes contractuels et agréés ainsi qu'aux enseignants contractuels relevant du Ministère de l'Agriculture ayant au moins 10 ans de service dans les établissements concernés lors de leur cessation de fonction pour bénéficier d'une pension de vieillesse de la sécurité sociale ou des avantages de retraite du RETREP ou de l'ATCA ainsi que lors d'un départ en CFA.

Tous les services effectués dans les établissements susvisés d'enseignement sont pris en compte pour le calcul de l'ancienneté quelle que soit leur quotité horaire.

**Article 2**

Cette indemnité est basée sur le salaire brut mensuel, à temps plein, calculé à partir du dernier indice de la fonction publique figurant sur le bulletin de salaire délivré par l'État.

**Article 3**

La base de l'indemnité est de 1 mois de salaire avec prise en compte des taux de versement fixés par le tableau ci-dessous

PERIODE DE DEPART	TAUX
Du 1 <sup>er</sup> septembre 2005 au 31 décembre 2005	100 %
Année 2006	80 %
Année 2007	60 %
Année 2008	40 % *
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 août 2010	20 % *
Du 1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2010	10 % *

\* : sur présentation de la date de l'arrêté, mettant fin à l'activité de l'enseignant, produit par l'autorité académique.

*Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page.*

**Article 4**


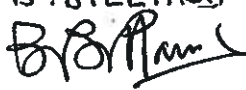

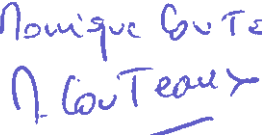

Pour les maîtres et documentalistes contractuels et agréés ainsi que pour les enseignants contractuels relevant du Ministère de l'Agriculture, et ayant au moins 30 années d'ancienneté dans le dernier établissement, lors de leur cessation de fonction pour bénéficier d'une pension de vieillesse de la Sécurité sociale ou des avantages de retraite du RETREP ou de l'ATCA ainsi que lors d'un départ en CFA.

Et pour les seules années 2005 et 2006, la base de l'indemnité est de 1,5 mois de salaire avec prise en compte des taux suivants :


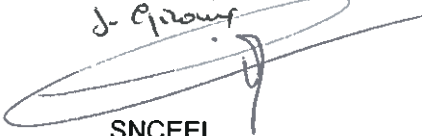
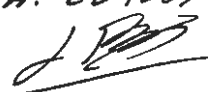
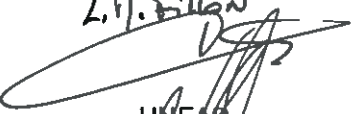

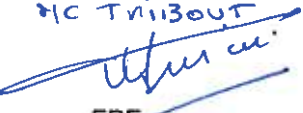
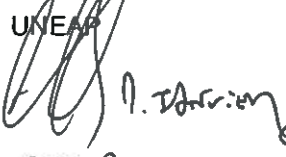
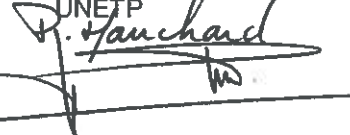
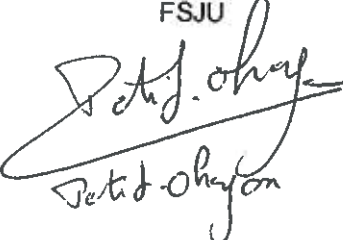
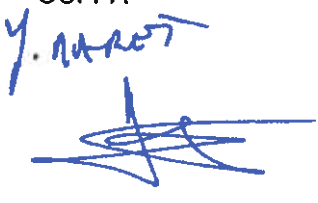
PERIODE DE DEPART	TAUX
du 1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2005	100 %
Année 2006	80 %

Fait à Paris, le 28 novembre 2008

**Pour les organisations syndicales représentantes des maîtres :**

FEP-CFDT  J. NAU	SPELC B. BILLARD  B. BILLARD	SNEC-CFTC G. HUYSEUNE  G. HUYSEUNE
SNPEFP-CGT Dominique GOUTEAUX  D. GOUTEAUX	FNEC FP-F0	SYNEP CFE-CGC E. CITA  E. CITA

**Pour la fédération représentante des organismes de gestion et les organisations syndicales représentantes des chefs d'établissement :**

SGEC F. GIRARD  F. GIRARD	FNOGEC J. Girard  J. Girard	EPLC
EFNEAP A. LE BOY  A. LE BOY	SNCEEL L. F. Fillon  L. F. Fillon	SYNADEC C. Dalrymple  C. Dalrymple
SYNADIC M. TRIBOUT  M. TRIBOUT	UNEAP  P. Thirion	UNETP P. Hauchard  P. Hauchard
FPE	FSJU D. Chyffon  D. Chyffon	GOFPA Y. RABET  Y. RABET

**Avenant à l'accord  
sur les modalités de perception à titre transitoire et de manière dégressive  
«d'une indemnité de départ en retraite» conclu à la demande du Ministère de l'Education  
Nationale**


Les représentants des établissements et les organisations syndicales représentatives des personnels conviennent de compléter l'article 3 comme suit :

Une indemnité complémentaire de 10 % des sommes prévues à l'accord ci-dessus visé et non versées aux bénéficiaires partis en retraite entre le 1<sup>er</sup> septembre 2007 et le 31 août 2008 sera ajoutée au montant de l'indemnité initiale.


Cette indemnité complémentaire s'appliquera également pour les bénéficiaires partis en retraite antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 2007 et dont les demandes ont été effectuées avant le 31 août 2008 et non réglées à ce jour.

Fait à Paris, le 28 novembre 2008




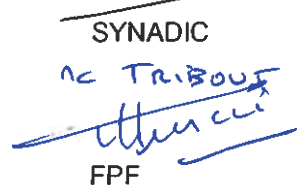
**Pour les organisations syndicales représentantes des maîtres :**

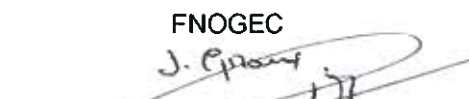

FEP-CFDT  
*α. NAE*  
  
SNPEFP-CGT  
*Domique COUTEAUX*  
*A. COUTEAUX*



SPELC  
  
B. BILLARD  
FNEC FP-F0

SNEC-CFTC  
G. HUYSEUNE  
  
SYNEP CFE-CGC  
E. CINA  
*Gina*

**Pour la fédération représentante des organismes de gestion et les organisations syndicales représentantes des chefs d'établissement :**

SGEC  
  
FFNEAP  
A. LEROY  
  
SYNADIC  
*AC TRIBOUT*  
  
FPF  


FNOGEC  
  
SNCEEL  
  
UNEAP  
*N. Marin*  
FSJU  
*Petit-ohay*  
*Petit-ohayon*

EPLC  
SYNADEC  
*C. Dalverny*  
  
UNETP  
*P. Blanchard*  
  
GOFPA  
*Ynarch*  
